

Convention collective

**IDCC : 9371. – EXPLOITATIONS AGRICOLES DE POLYCULTURE, ÉLEVAGE,
VITICULTURE, EXPLOITATIONS MARAÎCHÈRES, CUMA ET ETAR
(Indre-et-Loire)
(15 mars 1966)**

(Etendue par arrêté du 19 décembre 1966,
Journal officiel du 2 février 1967)

**AVENANT N° 165 DU 19 JANVIER 2015
RELATIF AUX SALAIRES MINIMAUX AU 1^{ER} JANVIER 2015**

NOR : AGRS1597067M
IDCC : 9371

Entre :

La FDSEA-CR d'Indre-et-Loire ;

L'UDSEA-FNSEA d'Indre-et-Loire,

D'une part, et

La FGA CFDT ;

L'UD CFTC d'Indre-et-Loire ;

La fédération agroalimentaire et de l'agriculture FO ;

Le SNCEA CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

I. – Les salaires proprement dits sont fixés au 1^{er} janvier 2015 conformément au tableau ci-dessous :

Base : 35 heures par semaine, soit 151,67 heures par mois.

A. – Personnels d'exécution

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	SALAIRE HORAIRE	SALAIRE MENSUEL
I Emploi d'exécution		9,61	1 457,55
II Emploi spécialisé	1	9,73	1 475,75
	2	9,79	1 484,85

NIVEAU	ÉCHELON	SALAIRE HORAIRE	SALAIRE MENSUEL
III Emploi qualifié	1	9,88	1 498,50
	2	10,09	1 530,35
IV Emploi hautement qualifié		10,88	1 650,17

B. – Personnels d'encadrement

1. Avec horaire de travail bien défini (art. 16.2 *a* de la convention)

(En euros.)

GROUPE	COEFFICIENT	SALAIRE HORAIRE	SALAIRE MENSUEL
3 (exploitation < 80 ha)	200	11,47	1 739,65
3 (exploitation > 80 ha)	225	12,50	1 895,87
2	280	15,56	2 359,98
1	350	19,43	2 946,95

2. Sans horaire de travail bien défini (art. 16.2 *b* de la convention)

(En euros.)

GROUPE	COEFFICIENT	RÉMUNÉRATION FORFAITAIRE MENSUELLE
3 (exploitation < 80 ha)	200	2 314
3 (exploitation > 80 ha)	225	2 521
2	280	3 139
1	350	3 919

Smic au 1^{er} janvier 2015 : 9,61 €.

II. – Prestations en nature depuis le 1^{er} août 2009

Salariés

Nourriture par jour : 9,57 €.

Logement par mois : 30,42 €.

Apprentis

Nourriture par jour : 7,17 €.

Logement par mois : 22,81 €.

En outre, pour les apprentis, les déductions ne peuvent excéder, chaque mois, un montant égal aux 3/4 de leur salaire.

Article 2

Dès son extension, cet avenant sera applicable avec effet rétroactif à la date d'application mentionnée à l'article 1^{er}, soit au 1^{er} janvier 2015.

Article 3

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant, qui sera déposé en un exemplaire original format papier et en un exemplaire électronique à l'unité territoriale d'Indre-et-Loire de la DIRECCTE du Centre, section à dominante agricole, selon les dispositions de l'article D. 2231-3 du code du travail.

Fait à Tours, le 19 janvier 2015.

(Suivent les signatures.)